

[Text]

Mr. O'Connell: All right, show them. Demonstrate.

Mr. MacDonald: I am sorry, I do not have a copy with me.

Mr. O'Connell: No, that is not what Professor Smith said. He said that it is difficult to operate a regional development policy, given certain claims of national policies, recognizing that those national policies are necessary from time to time.

• 1035

So far as the challenge as to whether the department has comprehensive policies is concerned, I think it has. Those policies include policies for rural development, they include the special area program where comprehensive development plans are developed with the provinces. They include an industrial development program worked out with other departments of this government, where there is a co-ordination between the Department of Industry, Trade and Commerce, for example, the Department of Agriculture and the Department of Fisheries, and a good deal of co-ordination is handled right here within the federal government. It seems to me that it is possible to demonstrate that the whole program itself is an adjustment to national policies—the whole thrust. When, for example, a new region was designated in December, what adjustment was made with respect to the Atlantic Provinces? They were given an additional special status, in a sense. . . .

Mr. McGrath: They were robbing Peter to pay Paul.

Mr. O'Connell: . . . where the incentive that was placed on the new region was added in a measure to adjust for the Atlantic Provinces.

So I would say, Mr. Chairman, that the allegation is unfounded, that it cannot be demonstrated.

Mr. MacDonald: I would like to quote from the record, Mr. Chairman, when the witness, Professor Smith, was testifying. It is Issue No. 11 on May 10, 1971. He was talking about the Government Organization 1969 Act and the Regional Development Incentives Act and he said:

Certainly we think that the fiscal and monetary policy in the country as a whole has been a very significant factor . . .

in terms of the rate of development. Then I asked him specifically:

What you are saying then, and I think this is very important, is that to date the programs that were set in train under Regional Economic Expansion to effectively assist and enlarge the industrial base in the Atlantic region have been more than cancelled out by the national anti-inflationary policies.

Professor Smith: I feel it certainly has limited their chance of success very, very much.

Mr. O'Connell: Yes, but I want to point out for the Committee that the words "more than offset" were not the words of the witness. They were the words of the gentleman who is now speaking and the witness did not support them.

Mr. MacDonald: If I may conclude, they were my words to him and he in no way contradicted them, and he did respond by saying:

I feel it certainly has limited their chance of success very, very much.

[Interpretation]

M. O'Connell: Très bien, montrez-les. Faites une démonstration.

M. MacDonald: Je regrette, je n'ai pas d'exemplaire avec moi.

M. O'Connell: Non, ce n'est pas ce que le professeur Smith a dit. Il a dit qu'il est difficile de faire fonctionner une politique de développement régional, étant donné certaines demandes des politiques nationales, en reconnaissant que ces politiques nationales sont nécessaires de temps en temps.

En ce qui concerne le défi quant à savoir si le ministère a des politiques globales, je pense qu'il en a. Ces politiques comprennent les politiques de développement rural, elles comprennent le programme de zones spéciales où les plans de développement globaux sont mis en action avec les provinces. Ils comprennent un programme de développement industriel qui a été établi en collaboration avec d'autres Ministères de ce gouvernement; par exemple, le ministère de l'Industrie et du Commerce a travaillé de concert avec le ministère de l'Agriculture et le ministère des Pêcheries et nous constatons qu'il y a beaucoup de coordination à l'intérieur même du gouvernement fédéral. Nous pouvons démontrer que le programme consiste en un rajustement des politiques nationales, de l'objectif en général. Par exemple, lorsqu'on a établi une nouvelle région en décembre, quel rajustement avons-nous fait pour les provinces Maritimes? On leur a donné un autre statut spécial, dans un certain sens . . .

M. McGrath: Ils volaient Pierre pour payer Paul.

M. O'Connell: . . . dans lequel le stimulant économique qu'on a donné à la nouvelle région a été ajouté pour pourvoir au rajustement des provinces de l'Atlantique.

Je dirais donc, monsieur le président, que l'affirmation n'est pas fondée, elle ne peut donc pas être démontrée.

M. MacDonald: Je voudrais citer des extraits du procès-verbal, monsieur le président, et plus précisément du témoignage du professeur Smith. Il s'agit du fascicule No 11 du lundi 10 mai 1971. Il parlait de la loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement et de la loi sur les subventions accordées à l'expansion régionale et il a dit:

. . . nous sommes certains que la politique fiscale et monétaire au pays a été un élément très important.

Quant au taux de l'expansion. Alors, je lui ai demandé Vous dites donc, je crois que c'est très important, que les programmes établis en vertu de l'Expansion économique régionale pour se fonder et étendre la base industrielle dans la région de l'Atlantique, ont vu jusqu'ici leurs effets plus qu'annulés par les politiques nationales anti-inflationnaires.

M. Smith: Il me semble certain que leurs chances de succès en furent beaucoup réduites.

M. O'Connell: Oui, mais je voudrais signaler au Comité que les mots «plus que désaxés» ne sont pas les mots qu'à utilisés le témoin. Ce sont les mots qu'emploie la personne qui parle présentement et je ferai remarquer que le témoin ne les a pas appuyés.

M. MacDonald: Si je peux conclure, ce sont les paroles que je lui ai adressées et ce dernier n'est pas entré en contradiction avec ce que j'ai dit. Il a répondu en disant:

Il me semble certain que leurs chances de succès en furent beaucoup réduites.